LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME TIENT UN DÉBAT SUR LES QUESTIONS DE FOND

26 juin 2006

Le Conseil des droits de l'homme a entamé ce matin un débat sur les questions de fond en traitant plus particulièrement de cinq thèmes proposés par le Président: la prévention de l'incitation à la haine et à la violence au motif de la religion ou de la race; le soutien aux accords de paix d'Abuja; la situation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, le rôle des défenseurs des droits de l'homme et les droits de l'homme des travailleurs migrants. Le Conseil devra arrêter ultérieurement un programme de travail définitif pour le reste de la semaine.

Concernant la situation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, de très nombreux intervenants ont demandé l'arrêt des exécutions extrajudiciaires et sommaires dans le territoire palestinien, la levée des restrictions apportées à la liberté de mouvement du peuple palestinien ainsi que la fin du siège économique imposé aux territoires palestiniens. Plusieurs délégations ont estimé que le Conseil devrait rester saisi de cette question jusqu'à la fin de la session.

...

Débat général

...

MME TEHMINA JANJUA (Pakistan) a notamment souligné la détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés et a lancé un appel au Conseil afin qu'il demande au Rapporteur spécial concerné de réaliser une mission d'établissement des faits et de prendre par ailleurs les mesures permettant de mettre un terme au siège économique dont sont victimes les palestiniens. Le Pakistan souhaiterait que ces questions soient examinées en profondeur par le Conseil au mois de septembre prochain. Le Pakistan est par ailleurs préoccupé par l'intensification de l'islamophobie. Il demande au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la diffamation à l'égard des religions.

M. LUIS JAVIER CAMPUZANO (Mexique) s'est dit particulièrement préoccupé par la situation des droits de l'homme au Moyen Orient. La communauté internationale et le Conseil des droits de l'homme peuvent jouer un rôle fondamental pour soutenir les efforts permettant de rapprocher les parties. À ce sujet, le représentant du Mexique a demandé au Haut-Commissaire aux droits de l'homme de faire connaître au Conseil, durant sa session de septembre, sa vision sur ce problème régional. Il est urgent de mettre en pratique l'accord de paix, a-t-il déclaré. La délégation du Mexique a ensuite déclaré qu'au cours des prochains mois il fallait obtenir la coopération de la communauté internationale pour trouver une solution à la crise du Darfour. Il a également estimé que le Conseil devrait mettre l'accent sur l'interdiction de la haine raciale ou religieuse et la protection de la liberté d'expression et de croyance.

M. PAUL MEYER (Canada) a dit que la protection des civils et des groupes humanitaires au Darfour était une priorité et qu'à cet égard, son pays appuyait pleinement le Haut-Commissaire dans son action. Le Canada se déclare encouragé par les informations faisant état de l'engagement imminent de poursuites contre les responsables de violations des droits de l'homme, notamment contre les personnes utilisant les viols systématiques dans les camps de réfugiés, qui doivent être traduits en justice. Au Moyen-Orient comme partout ailleurs, la responsabilité, la démocratie et le respect mutuel doivent caractériser les relations entre les peuples. La violence et le terrorisme mènent au deuil et à la haine. L'action contre le terrorisme est nécessaire et pleinement justifiée, mais ne doit pas mettre en danger la vie d'innocents. Le Canada soutient la demande d'Israël d'être accepté comme un État désireux de vivre en bonne entente avec ses voisins. Le Canada estime, comme le Conseil des droits de l'homme, que l'utilisation de stéréotypes et la perpétuation de mythes contre les religions doivent être combattus et qu'il faut promouvoir la tolérance religieuse, tout en garantissant la liberté d'expression. Enfin l'action de d'Arnold Tsunga et Aung San Suu Kyi, parmi d'autres défenseurs des droits de l'homme, doit être protégée.

M. WOLFGANG PETRITSCH (Autriche, au nom de l'Union européenne) a souligné que la protection des défenseurs des droits de l'homme doit faire l'objet d'une attention continue de la part du Conseil. Il a dénoncé les intimidations, le harcèlement, les menaces et les restrictions à la liberté d'expression auxquels sont soumis les défenseurs des droits de l'homme. Certains pays utilisent leur système pénal pour empêcher les défenseurs des droits de l'homme d'agir, une question que l'Autriche aborde avec ces pays. L'Autriche demande par ailleurs à Israël d'agir dans le cadre du droit international et lance un appel aux deux parties afin de faire en sorte que les droits fondamentaux du peuple palestinien soient respectés. S'agissant du Darfour, l'Autriche lance un appel au Gouvernement soudanais afin qu'il mette fin à l'impunité et soutienne l'enquête de la Cour pénale internationale.

...

M. SHIGERU ENDO (Japon) a notamment estimé que la situation des droits de l'homme en Palestine est très préoccupante, compte tenu notamment des restrictions apportées à la liberté de mouvement des Palestiniens. Le peuple palestinien doit renoncer à la violence contre Israël; le Gouvernement palestinien doit ouvertement choisir la voie de la coexistence pacifique avec Israël. Ce dernier doit, entre autres mesures immédiates, rétrocéder immédiatement les fonds palestiniens en sa possession. Le Japon se déclare par ailleurs extrêmement préoccupé par la situation au Darfour. Toutes les parties doivent faire des efforts pour le règlement rapide de la situation humanitaire. Pour sa part, le Japon ayant versé de son côté plus de 22 millions de dollars pour les infrastructures, l'aide médicale et le retour des populations civiles au Darfour. Enfin, les libertés des défenseurs des droits de l'homme doivent être sauvegardées, compte tenu de l'importance de l'action de ces militants pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

...

M. SAMIR LABIDI (Tunisie, au nom du Groupe des États arabes) a rappelé que les meurtres de civils par les forces israéliennes augmentent dans les territoires occupés. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés a mentionné que les restrictions imposées par Israël entravent l'acheminement de la nourriture à Gaza, situation qui a encore davantage exacerbé la crise économique qui sévit dans le territoire palestinien. Le Comité des droits de l'homme a examiné les violations commises par Israël mais cela n'a pas suscité pour autant un respect des droits de l'homme, a relevé le représentant tunisien. Il a par ailleurs lancé un appel à la communauté internationale pour prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à la situation tragique des palestiniens et demande la création d'un mécanisme pour surveiller les droits de l'homme dans les territoires palestiniens et enquêter sur les meurtres qui ont été commis.

Pour M. MICHAEL STEINER (Allemagne), l'accord de paix récemment signé par les parties au conflit au Darfour est un succès, mais il importe désormais d'en assurer la mise en œuvre. La population civile doit être protégée par toutes les parties et préservée des atrocités. Il faut aussi veiller au retour des populations déplacées et lutter contre l'impunité dont jouissent encore les responsables de violations des droits de l'homme. À cet égard, le représentant a jugé encourageante la récente déclaration du Gouvernement du Soudan selon laquelle il s'engage à poursuivre les responsables au plan juridique. Dans les territoires arabes occupés, a poursuivi le représentant, il faut également protéger la population civile contre les violations des droits de l'homme. Les attaques aveugles et les exécutions extrajudiciaires sont à cet égard très préoccupantes. Par ailleurs, le rôle de la société civile en matière de défense des droits de l'homme, et notamment les défenseurs des droits de l'homme, ne saurait être sous-estimé, surtout quand on songe que c'est en grande partie grâce à eux que le Mur de Berlin a pu être abattu. Le Conseil des droits de l'homme doit donc contribuer à la création d'un environnement propice à leur action.

M. JUAN ANTONIO FERNÁNDEZ PALACIOS (Cuba) a rappelé que la communauté internationale avait toujours reconnu les droits inaliénables du peuple palestinien et souligné que le nouveau Conseil ne pouvait se soustraire à sa responsabilité à cet égard. Le Conseil devrait débattre de cette question de manière permanente tant qu'il n'y aura pas de solution légitime et juste. La violation des droits des Palestiniens compte parmi les plus grandes injustices de la planète. Cuba souligne que malgré ses réclamations fondées sur l'indépendance et l'autodétermination, la Palestine n'a toujours pas obtenu satisfaction. Le retrait total d'Israël et l'instauration d'un État palestinien indépendant restent au cœur de la solution à ce long conflit. Cuba demande aux pays occidentaux de s'abstenir de sanctions unilatérales qui portent davantage préjudice aux plus vulnérables.

...

M. ABDULLA ABDULLATIF ABDULLA (Bahreïn) a déclaré que le Conseil devait examiner la situation des droits de l'homme en Palestine et apporter son soutien au peuple palestinien en contribuant notamment à la levée du blocus économique qui le réduit à la misère et à la dépendance. Le Conseil devrait aussi

examiner la situation des droits de l'homme dans le territoire occupé du Golan. S'agissant de la situation au Darfour, tout doit être fait pour garantir la mise en œuvre des accords d'Abuja. Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme doit activement promouvoir la lutte contre toutes les formes de haine raciale ou religieuse. Cette institution, en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est appelée à jouer un rôle utile et permettra de renforcer les droits de l'homme dans tous les pays du monde. Pour garantir le succès du travail du Conseil et aussi son impartialité, ses membres doivent s'engager sur la voie du dialogue et de la coopération.

M. SWASHPAWAN SINGH (Inde) a déclaré qu'Israël et la Palestine doivent cesser tout acte de violence et s'engager dans la voie de la création d'un État palestinien, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'Inde demande aux parties de revenir au plein respect de la feuille de route la plus rapidement possible. L'Inde est par ailleurs fermement opposée à la haine raciale et religieuse et rejette toute stigmatisation des religions, quelles qu'elles soient. Il faut être sensible aux croyances des autres. À propos de la migration internationale, l'Inde estime que c'est une question importante dont devra se saisir le Conseil, soulignant que la migration est un phénomène positif, à la fois pour les pays d'accueil et de destination, si elle est correctement gérée.

...

M. IDRIS JAZAÏRY (Algérie, au nom du Groupe africain) a dénoncé les pratiques israéliennes en Palestine, dans le Golan syrien et dans les zones occupées du Liban, pratiques passées sous silence dans le monde développé. Les conséquences de la construction d'un mur de séparation et du blocus économique imposé au peuple palestinien, privé de nourriture, de médicaments et victime d'assassinats mal ciblés, ne fait qu'inciter un sentiment d'injustice et de colère dans la jeunesse palestinienne. Le représentant a demandé que cesse l'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits de tous les peuples décolonisés. Dans ce contexte, a précisé le représentant, Israël est condamné non pour ce qu'il est, mais bien pour ce qu'il fait, autrement dit ses pratiques contraires au droit humanitaire et international. Le Haut-Commissaire doit se rendre dans les territoires occupés et faire rapport au Conseil sur la situation des droits de l'homme, estime le Groupe africain. Le Conseil doit inscrire cette question à son ordre du jour, a dit le représentant, qui est aussi revenu sur l'affaire des caricatures anti-musulmanes, pour en souligner le caractère odieux.

M. SHA ZUKANG (Chine) a dit que la situation au Moyen Orient et en Palestine est à l'origine de souffrances indicibles. Le processus de paix est actuellement marqué par l'incertitude et l'absence de solution; il existe une véritable menace pour la paix et la sécurité dans la région. La situation économique ne cesse de se détériorer. La victoire du Hamas doit être respectée et reconnue et ce parti doit renoncer à la violence et reconnaître Israël. Lors d'une réunion officielle récemment tenue en Jordanie, les parties se seraient entendues sur un sommet et la Chine espère que les deux gouvernements saisiront cette occasion pour trouver une solution appropriée et négociée sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. S'agissant de la situation des travailleurs migrants, leur nombre ne cesse d'augmenter et ils font toujours l'objet de

nombreuses violations de leurs droits. Tous les pays sont appelés à respecter les droits des migrants et doivent faire en sorte que toutes les mesures soient prises pour assurer leur protection, notamment contre la discrimination et le racisme.

M. MUSA BURAYZAT (Jordanie) a déclaré que l'occupation étrangère est l'une des pires formes des violations des droits de l'homme. L'occupation israélienne des territoires palestiniens a fait de nombreux morts et blessés ces dernières semaines. La Jordanie rejette les attaques contre les populations civiles et ne peut pas considérer que le peuple palestinien soit responsable des violations dont il est victime. Il se peut qu'il y ait un avantage politique à dire que la situation se détériore mais la solution politique demeure néanmoins la seule solution pour mettre fin à cette situation tragique. Le Conseil des droits de l'homme doit passer à l'acte. Le représentant jordanien a également demandé au Conseil d'envoyer une mission d'enquête pour examiner toutes les violations aux droits de l'homme dans les territoires arabes occupés.

M. IAN DE JONG (Pays-Bas) a estimé que le Conseil des droits de l'homme, dans son travail, doit se concentrer sur les résultats à obtenir et travailler en collaboration avec les États et le Haut-Commissaire. La situation au Darfour est inacceptable: malgré les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, on enregistre encore de très nombreuses violations des droits de l'homme des populations civiles, ceux des femmes et des enfants notamment. Les efforts pour traîner en justice les responsables de ces actes sont encore complètement insuffisants, a déploré le représentant, qui a appelé toutes les parties à agir décisivement en ce sens. Par ailleurs, a poursuivi le représentant néerlandais, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés, M. John Dugard, a montré que la situation y est grave. Les Pays-Bas condamnent fermement les attaques ciblées commises dans des zones palestiniennes civiles ainsi que la construction d'un mur de séparation, qui est une atteinte du droit international. Par ailleurs, l'Autorité palestinienne doit mettre un terme aux actions terroristes et appliquer les trois principes avancés par le Quatuor: renoncement à la violence, reconnaissance d'Israël, acceptation des engagements souscrits antérieurement.

M. MOHAMMED LOULICHKI (Maroc) a dit qu'il suivait avec préoccupation l'évolution de la situation dans les territoires arabes occupés. Il a lancé un appel à la communauté internationale, et plus particulièrement au Conseil, afin qu'ils aident le peuple palestinien à jouir pleinement de leurs droits. Les deux parties devraient privilégier la négociation pour parvenir à une solution durable de ce conflit. Le Maroc a toujours œuvré en faveur de la promotion du dialogue entre les civilisations et tout acte extrémiste doit être combattu. La liberté d'opinion et d'expression ne saurait être utilisée pour porter atteinte à des convictions religieuses. Par ailleurs, le Maroc lance un appel à la mise en œuvre de l'accord de paix d'Abuja en vue de l'établissement d'une paix durable au Darfour, dans le plein respect de l'intégrité territoriale du Soudan. Enfin, le Maroc organise prochainement une Conférence euro-africaine sur la migration et le développement et M. Loulichki a souligné que la question de la migration illégale doit être abordée aux plans international, régional et national. C'est une question collective dans laquelle chacun des intervenants doit assumer pleinement ses responsabilités.

MME HSU KING BEE (Malaisie) a estimé que la crédibilité du Conseil exige qu'il s'attaque en toute urgence à la grave situation des droits de l'homme des Palestiniens. Les Nations Unies ont une responsabilité permanente sur cette question tant qu'elle ne sera pas réglée. Le Conseil des droits de l'homme doit se montrer à la hauteur de sa responsabilité pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination. La Malaisie demande également à tous les pays concernés de reprendre l'assistance financière au peuple palestinien. S'agissant de la question de l'incitation à la haine raciale et religieuse, le représentant a souligné qu'il fallait déployer tous les efforts de la communauté internationale pour y mettre fin; il faut instaurer un dialogue authentique et passer en revue toute politique qui génère des inégalités entre la population. ^

MME GLAUDINE MTSHALI (Afrique du Sud) a estimé que les discussions thématiques sont conformes à l'esprit de coopération et de dialogue et susceptibles de contribuer à l'amélioration des résultats enregistrés en matière de respect des droits de l'homme. Il appartient dans ce contexte aux États de coopérer avec la Haut-Commissaire. Les victimes doivent être le point de mire de toutes les actions engagées. L'Afrique du Sud est inquiète devant la situation toujours aussi grave du peuple palestinien et réitère son appel à l'application d'une feuille de route permettant d'aboutir à une solution pacifique entre les deux peuples. L'Afrique du Sud demande également le renforcement des efforts de toutes les parties en vue du règlement de la situation au Darfour, région qui doit aussi bénéficier de l'aide humanitaire renforcée de la communauté internationale. Les droits de la population civile devant être préservés à titre prioritaire. Le Conseil des droits de l'homme doit aussi se pencher sur les problèmes rencontrés par les migrants, victimes de politiques migratoires restrictives qui les contraignent à passer par des trafiquants. Les politiques migratoires doivent donc tenir pleinement compte de l'existence de ces droits et de la nécessité de les faire appliquer.

M. ELCHIN AMIRBAYOV(Azerbaïdjan) a déclaré que son pays appuie l'envoi dans les territoires palestiniens occupés d'un rapporteur spécial et souhaite par ailleurs que soit réalisée une enquête dont les résultats devraient être présentés à la prochaine session du Conseil. Le Conseil devrait rester saisi de la question aussi longtemps qu'elle n'aura pas trouvé d'issue favorable. L'Azerbaïdjan lance un appel aux pays donateurs afin qu'ils reprennent l'assistance au peuple palestinien et prie les parties directement concernées par le conflit à reprendre le processus de paix. Pour ce qui est du conflit au Darfour, le représentant a souligné que les parties devraient se conformer à l'Accord de paix d'Abuja et que les ressources financières nécessaires devraient être allouées par la communauté internationale afin d'assurer la reconstruction et la réhabilitation post-conflit.

...

MME BASSINE NIANG (Sénégal) a exprimé sa profonde préoccupation face à l'aggravation de la situation dans les territoires palestiniens occupés. Il est important que la communauté internationale continue de veiller à la préservation de la dignité de la population palestinienne, a ajouté la représentante, qui a exprimé l'espoir que l'inauguration du Conseil marquera une ère nouvelle,

favorable à la réalisation d'une paix juste, globale et durable libérant le peuple palestinien du désespoir et de la misère. Le Sénégal est gravement préoccupé par les nouvelles formes de discrimination et d'intolérance qui ont atteint un tel niveau qu'il est devenu indispensable d'agir. Toutes les agressions contre les religions méritent d'être condamnées sans équivoque. Le Sénégal dénonce l'islamophobie et la tendance à assimiler l'islam au terrorisme. Le Sénégal organisera prochainement un sommet sur le dialogue islamo-chrétien et lance un appel à l'apaisement et à la coexistence pacifique entre toutes les religions.

MME FATOUMATA DIALL (Mali) a déclaré qu'il était temps que la communauté internationale prenne ses responsabilités pour mettre un terme aux violations quasi quotidiennes perpétrées par la puissance occupante non seulement dans les territoires palestiniens occupés, mais aussi dans le Golan syrien et dans les «fermes des Sheeban» au Liban. Le Mali invite le Conseil des droits de l'homme à demeurer saisi de cette question et demande que le Rapporteur spécial soumette son rapport à la prochaine session. Au sujet du Darfour, le Mali demande à la communauté internationale de mettre à disposition les moyens de permettre à l'Union africaine de mettre en œuvre l'accord d'Abuja.

...

M. ABDULWAHAB ABDULSALAM ATTAR (Arabie saoudite) a déclaré qu'il fallait une solution équitable et honnête pour aboutir à la création d'une Palestine libre de toute occupation. Les violations des droits des Palestiniens et la multiplication des meurtres ne peuvent résoudre le problème. La violation des droits des Palestiniens concerne toute une population privée de sa liberté de mouvement. Il faut une solution équitable et juste de la part de la communauté internationale. Le Conseil des droits de l'homme doit stopper Israël dans sa pratique inhumaine d'assassinat de personnes innocentes. Israël doit respecter le droit international humanitaire et les résolutions qui garantissent les droits fondamentaux des Palestiniens. La souffrance du peuple palestinien doit prendre fin, a conclu le représentant.

MME WIWIEK SETYAWATI (Indonésie) a déclaré qu'il était essentiel que la question des violations des droits de l'homme du peuple palestinien fasse l'objet d'une attention immédiate de la part du Conseil. L'Indonésie estime que le monde n'est pas menacé par le choc des civilisations. Toutefois, il est impératif que le Conseil œuvre à la promotion d'un dialogue entre les civilisations et les religions, particulièrement du point de vue des droits de l'homme. Pour ce qui est du Darfour, l'Indonésie estime que l'Accord d'Abuja est une évolution encourageante et exhorte l'ensemble des parties à s'y conformer.

...

* * * * *

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

HRHRC06017F